

Evolution récente de l'économie gabonaise et perspectives 2017-18

1. Généralités

Situé en plein cœur d'Afrique Centrale, le Gabon s'étend sur une superficie de 267 667 Km². Les pays limitrophes sont le Congo, le Cameroun, la Guinée Équatoriale. Libreville est la capitale et les autres grandes villes sont Port-Gentil et Franceville.

Avec une population de 1,811 millions d'habitants, soit une densité de 6,5 habitants/km², 85,0% de la population est urbaine, le Gabon est l'un des pays les moins peuplés d'Afrique centrale. L'espérance de vie à la naissance est de 64 ans, le taux de mortalité infantile de moins d'1 an s'établit à 39,1 pour mille (en 2013), le taux d'alphabétisation se situe à 94,7 % pour les 15 ans, le taux de prévalence du VIH/Sida est de 5,2 %. En 2016, le pays était classé dans la catégorie des pays à indice de développement humain moyen, au 112^{ème} rang sur 188 pays.

Entre 2010 et 2014, l'activité économique est restée solide car le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5,0 % en moyenne, notamment dans le secteur non pétrolier. Cette forte croissance économique a été rendue possible par les revenus substantiels générés par les prix élevés du baril de pétrole qui ont permis l'augmentation significative des investissements publics. Cependant, le maintien à un niveau relativement bas des cours du pétrole depuis trois ans ralentit l'activité du secteur productif et réduit les recettes budgétaires de l'Etat. Cette situation plonge le Gabon dans une crise économique qui se traduit par la fermeture d'entreprises, la hausse du chômage, la détérioration des indicateurs des finances publiques et des comptes extérieurs.

Afin de faire face à la baisse des recettes budgétaires, les autorités gabonaises ont fait des ajustements budgétaires importants, tout en poursuivant la réalisation des projets essentiels au développement social et à l'organisation de la coupe d'Afrique des nations 2017.

Tableau 1 : Evolution des principales grandeurs macroéconomiques du Gabon (%)

	2014	2015	2016*
PIB réel	4,2	3,9	2,1
dont PIB pétrole	1,8	8,5	-3,7
Inflation	4,7	-0,3	2,1
Solde budgétaire de base/PIB	5,2	1,0	-2,2
Solde du compte courant/PIB	8,8	0,7	-5,0
Encours de la dette publique/PIB	28,9	35,8	36,7
Taux de couverture extérieure de la monnaie			

Sources : Rapport de surveillance multilatérale (CEMAC), BEAC, FMI

* Estimation

Au plan macroéconomique¹, en 2016 l'activité économique a été moins vigoureuse qu'en 2015, à cause de la baisse de la production pétrolière et des cours du pétrole modérés, alors que le secteur hors pétrole a maintenu ses performances, bien que faibles. Les finances publiques sont restées sous pression, en raison de la contraction des recettes pétrolières. L'excédent courant

¹ . Analyse réalisée à partir des informations du rapport intérimaire de surveillance multilatérale de la CEMAC, mars 2017, de la Consultation de 2015 du FMI au titre de l'article IV et du rapport de la Zone franc.

s'est transformé en déficit et l'inflation est restée inférieure à 3 %, critère de convergence dans la CEMAC

2. Evolution de la production et de l'inflation en 2016

a- Ralentissement de l'activité

L'activité a continué de ralentir. Le PIB en volume a progressé de 2,1 % après 3,9 % enregistrés 2015. Cette évolution est imputable notamment à la baisse de 3,7 % de la production de pétrole, alors que l'activité dans le secteur hors pétrole a légèrement progressé de 3,9 % contre 3,4 % enregistrés en 2015.

Au Gabon, la plupart des champs pétroliers sont matures et ont atteint leur pic de rendement. A la lumière de la faiblesse des cours du baril sur le marché international, les techniques d'extraction nécessaires pour optimiser la production s'avèrent trop coûteuses et donc peu rentables. Les investissements se sont donc fortement réduits dans ce secteur.

Le maintien de l'activité du secteur non pétrolier s'explique par la relative bonne tenue de plusieurs de ses branches. D'abord, les BTP qui ont pu bénéficier de la commande publique pour réaliser les travaux d'aménagements relatifs à la tenue de la CAN2017 au Gabon. Ensuite, la hausse des productions manufacturières, du raffinage et des autres industries ont contribué positivement à la croissance. Puis, les industries du bois, les actions en faveur du développement du secteur agricole mises en œuvre depuis quelques années et la mise en production progressive des palmiers à huile, commencent à produire quelques résultats. Enfin, l'activité s'est légèrement consolidée dans plusieurs branches du secteur tertiaire, notamment les transports, les télécommunications, le commerce, les services aux entreprises et aux particuliers.

b- Inflation sous contrôle

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages, s'est établie à 2,1 % en moyenne annuelle après -0,3 % en 2015. Cette évolution résulte à la fois du ralentissement des prix des produits importés et des efforts déployés en termes de maîtrise de l'inflation à travers la poursuite de la politique de « lutte contre la vie chère ».

3. Finances publiques sous pression

En 2016, l'objectif du Gouvernement a consisté à poursuivre le rééquilibrage des finances publiques par un recouvrement des recettes fiscales hors pétroles pour amortir le choc de la baisse des recettes pétrolières. Parallèlement, la contraction des dépenses courantes non sociales et la réalisation des projets d'investissement déjà entamés se sont poursuivis.

L'exécution budgétaire s'est traduite par une baisse de 13,4 % des recettes budgétaires totales pour se situer à FCFA 1557,3 milliards contre FCFA 1797,3 milliards en 2015. La contraction des recettes pétrolières et hors pétroles sont à l'origine de cette diminution. En effet, les premières ont baissé de 29,9 % pour atteindre FCFA 423,1 milliards contre FCFA 603,3 milliards en 2015, tandis que les deuxièmes ont reculé de 5,0 % pour atteindre FCFA 1134,2 milliards après FCFA 1194,0 milliards en 2015.

Un effort d'ajustement des dépenses à la baisse des recettes pétrolières a été réalisé. En effet, même si les dépenses courantes, hors transferts et subvention, et les dépenses d'investissement ont augmenté pour tenir compte des charges liées à l'organisation de la CAN2017, les dépenses totales ont augmenté seulement de 5,0%, du fait de la baisse des transferts réalisés par l'Etat au bénéfice de la SOGARA.

En définitive, l'exécution budgétaire s'est traduite par l'aggravation du déficit global qui s'est situé à FCFA 416,2 milliards représentant 5,2 % du PIB contre 1,3 du PIB en 2015. Le déficit du solde budgétaire de base se situe à 2,2 % du PIB contre un excédent de 1,0 % en 2015.

Le déficit budgétaire global de FCFA 416,2 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de FCFA 199,4 milliards, la variation des arriérés de FCFA 191,3 milliards, le manque à recouvrer pour les autres placements pour FCFA 29,6 milliards, ont induit un besoin de financement brut de FCFA 836,5 milliards. Il a été financé par le système bancaire et non bancaire pour FCFA 597,3 milliards, ainsi que par les non-résidents à hauteur de FCFA 239,2 milliards sous forme de prêts projets.

4. Dégradation de la balance des paiements mais maintien de la viabilité de la dette

L'excédent des transactions courantes hors dons obtenu en 2015 s'est transformé en un déficit qui a atteint 5,0 % du PIB, à cause de la détérioration de la balance commerciale liée à la baisse de la valeur des exportations.

Le compte de capital et d'opérations financières déficitaire de FCFA 115,5 milliards en 2015 est devenu excédentaire de FCFA 228,1 milliards en liaison avec une augmentation des autres investissements, notamment les opérations à moins d'un an.

En définitive, le solde de la balance des paiements de l'État déficitaire de 206,1 milliards en 2015 s'est aggravé à 831,9 milliards. Ce déficit a été entièrement couvert par la variation des réserves officielles.

En matière d'endettement, l'analyse de viabilité de la dette (AVD) du Gabon réalisée par les services du FMI en 2015 a permis de mettre en évidence la soutenabilité de la dette de ce pays. En effet, sur la base des hypothèses retenues du cadrage macroéconomique, il ressort que les dettes intérieure et extérieure se maintiennent à des niveaux modérés, mais qu'elles augmentent considérablement. Dans un scénario de référence reposant sur l'hypothèse d'un ajustement budgétaire prononcé, la dette atteint 50 % du PIB en 2016, dépassant ainsi le plafond fixé par les autorités pour la dette publique (35 % du PIB), et ne redescend progressivement qu'à partir de 2020. Un taux d'intérêt élevé sur la dette extérieure, une croissance plus lente du PIB, des recettes budgétaires plus faibles, un déficit primaire important ou des soldes extérieurs courants moins élevés par rapport aux projections constituent autant de facteurs qui pourraient engendrer une augmentation marquée des indicateurs d'endettement².

² FMI, Gabon, Consultations de 2015 au titre de l'Article IV.

5. Situation monétaire

L'évolution des principaux agrégats monétaires du Gabon au 31 décembre 2016 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets³, un recul du crédit à l'économie et une dégradation de la Position Nette du Gouvernement.

Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 58,9 % pour se situer à FCFA 460,3 milliards en décembre 2016. Cette situation est imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale à FCFA 371,2 milliards, du fait de la détérioration du compte d'opérations.

Le volume des crédits à l'économie a légèrement reculé pour atteindre FCFA 1304 milliards contre FCFA 1391,1 milliards en 2014.

Les créances nettes sur l'État se sont situées à FCFA 583,2 milliards contre FCFA 55,8 milliards en 2015, traduisant une augmentation de la dette de l'État auprès du système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée.

6. Perspectives économiques pour 2017 et à moyen terme.

Les perspectives macroéconomiques du Gabon pour l'année 2017 sont peu reluisantes, notamment en ce qui concerne les finances publiques et les échanges extérieurs. Toutefois, à moyen terme, les perspectives économiques devraient s'améliorer grâce aux efforts récents des autorités pour diversifier l'économie et attirer les investissements dans de nouveaux secteurs stratégiques, notamment le secteur minier, les activités forestières et l'agroalimentaire.

L'activité progresserait de 2,9 % en 2017 à la suite de l'augmentation de la valeur ajoutée brut du secteur hors pétrole en dépit du recul attendu de la production pétrolière (-3,7 %). Le repli de l'activité pétrolière résulterait de la révision à la baisse des plans de production et d'investissements de plusieurs sociétés pétrolières (amont comme aval) à cause de la faiblesse des cours du baril de pétrole brut.

En revanche, grâce à une progression de 4,9 %, l'activité du secteur hors pétrole devrait soutenir la croissance. Toutes les branches de l'économie devraient connaître une hausse d'activité, notamment dans les services aux ménages, le commerce général et les industries agroalimentaires.

S'agissant des prix à la consommation des ménages, l'inflation se situerait en moyenne à 2,5 %, inférieure à la norme communautaire de convergence de 3,0 %. De même, en ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes de 5,0 % du PIB enregistrés en 2016 deviendrait excédentaire de 1,1 % du PIB. En revanche, pour les finances publiques, le déficit budgétaire global atteindrait 7,5 % du PIB contre - 5,2 % du PIB en 2016, en raison de moindre rentrées fiscales induites par la faiblesse des recettes pétrolières.

³ . Avoirs extérieurs nets : créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques de dépôt) sur l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

7. Situation sociale

Outre l'importance de la pauvreté, certains indicateurs comme le taux de mortalité maternelle et la proportion d'accouchements assistés par un personnel qualifié seront difficilement atteints à l'horizon 2017 et à moyen terme.

Conscient de cette situation, le Gouvernement gabonais a pris quelques années plus tôt plusieurs décisions pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment en matière d'accès aux services essentiels de santé, par la mise en place effective de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS). Par ailleurs, les autorités gabonaises ont pris des mesures pour réduire les inégalités sociales à la suite de l'étude sur la pauvreté réalisée par le cabinet Mckensey.

8. Environnement et climat des affaires

L'amélioration de l'environnement et du climat des affaires demeure une priorité du Gouvernement pour attirer les capitaux étrangers. Plusieurs instruments sont progressivement mis en place pour atteindre cet objectif.

a. Dispositif réglementaire et institutionnel

Ce dispositif comprend une Charte des investissements et plusieurs codes sur le secteur minier, forestier, et des marchés publics.

Le Gabon dispose d'un système fiscal moderne qui s'appuie sur :

- L'impôt sur les sociétés : 35 %. Ce taux est ramené à 20 % pour les entreprises de promotion immobilière agréées;
- L'impôt sur les revenus des valeurs mobilières: 20 % ;
- La taxe sur la valeur ajoutée : 18 %. Il existe toutefois un taux réduit de 10 % pour les produits de grande consommation et un taux de 0 % sur les produits exportés.

b. Autres actions

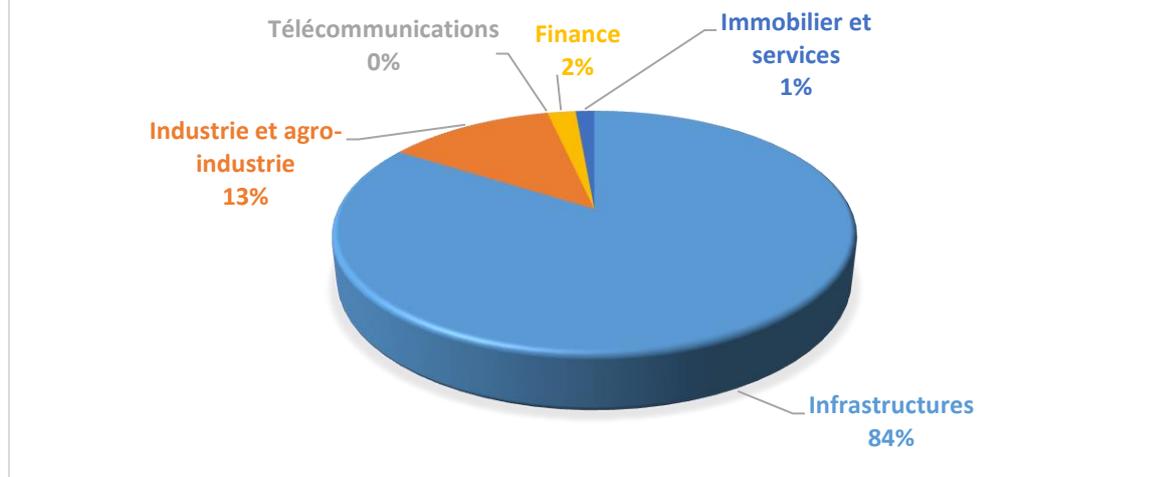
Au plan institutionnel, les autorités Gabonaises se sont engagées à lutter efficacement contre la corruption, l'enrichissement sans fondement et l'impunité à travers la création d'un organe autonome et l'amélioration du cadre juridique et judiciaire. Elles sont également déterminées à poursuivre la simplification des formalités administratives relatives à la création des entreprises.

En dépit de ces dispositions, le Gabon reste mal classé dans le rapport Doing Business en matière de facilité de faire les affaires en 2016. Il y occupe la 164^{ème} place sur 190 pays.

9. Relations avec la BDEAC

Les relations entre la BDEAC et le Gabon sont excellentes. Aujourd'hui, les approbations de la BDEAC en faveur du Gabon au cours des dix dernières années, sous forme de financement des investissements et des études, se chiffrent à FCFA 242,250 milliards. Ils sont répartis comme suit :

**REPARTIRION SECTORIELLE DES ENGAGEMENTS
2003-2016**



Les projets du secteur privé représentent 72,1 % du volume d'approbations en faveur de ce pays.